

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22<sup>ème</sup> année - N° 3931 - Lundi 02 Août 2021 - Prix : 200 Fc

CORONAVIRUS :

## Un médecin aux urgences après deux injections de Sinopharm le même jour


Carte de vaccination contre la COVID-19

Un dossier individuel qui présente l'historique des vaccins qui vous ont déjà été administrés. Veuillez conserver cette carte en lieu sûr et la présenter à l'agent de santé chaque fois que vous vous faites vacciner ou que vous avez recours aux services de santé.

Pays : Comore  
Nom : Mondoha  
Adresse actuelle : Dzahadjou  
Antécédents d'allergie (Oui/Non) : Oui  Non

Prénom (s) : Maoulida  
Affections existantes (HTA, Diabète, autres) : Oui  Non

Numéro d'identification personnel (à partir du registre de) vaccination : Nb2 730102 / 1657 / CHN  
Age : 31  
Sexe : M  
Profession : Medecin  
Téléphone : 343 30 32

Éléments	Réponses	Signature et cachet	Date de la prochaine visite (JJ/MM/AAAA)
Date de la première dose (JJ/MM/AAAA)	28/7/21		
Nom du vaccin	Sinopharm		
Numéro du lot	261531047		
Date de péremption (JJ/MM/AAAA)	26/5/23		
Nom du centre de vaccination	CHN		
Date de la deuxième dose (JJ/MM/AAAA)	— / — / —		
Nom du vaccin			
Numéro du lot			
Date de péremption (JJ/MM/AAAA)	— / — / —		
Nom du centre de vaccination			

Observations :

Premier certificat de vaccination de Dr Mondoha Maoulida

PÉNURIE DE GASOIL

### Les délestages signent leur retour à Anjouan

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

Prières aux heures officielles  
Du 1er au 05 Août 2021

Lever du soleil:

06h 25mn

Coucher du soleil:

18h 01mn

Fadjr : 05h 13mn

Dhouhr : 12h 17mn

Ansr : 15h 16mn

Maghrib : 18h 04mn

Incha : 19h 18mn



## FOOTBALL, CHAMPIONNAT D1

## Qualification historique de Chihouzi en phase nationale

Ils ont mis fin au suspense. Les Bleus de Chihouzi FC ont terminé en tête de la phase régionale du championnat des Comores à Mwali. La formation de Nyumashwa décroche ainsi pour la première fois de son histoire son ticket pour la Phase Nationale de D1. Elle rejoint Ngazi Sport et l'US Zilimadjou à la conquête du titre national.

Quatre équipes se disputaient la première place à Mwali à l'occasion de la 14<sup>e</sup> et dernière journée. Un titre régional qui se jouait sur deux fronts, à Bwangoma et Nyumashwa. Entre Ouragan Club et Chihouzi FC et à la fois entre FCN Espoir et Fomboni FC. C'est finalement Chihouzi, deuxième avant cette dernière journée, qui termine en tête après avoir étrillé Ouragan Club par 3 buts à 1. Les Bleus ont aussi profité du match nul de son rival FCN Espoir (0-0) pour terminer à la première place avec 25 points. Un sacre régional historique qui l'ouvre pour la première fois de son histoire les portes de la Phase Nationale.



US Mbeni, Petit Harlem et Juno Club reléguées en D2

Malgré sa victoire face à l'Etoile du Centre (2-1), Juno Club n'a pas su éviter la relégation. Le club de

Hoani termine derrière Belle Lumière qui a surclassé Chikabwe par 4 buts à 1. À Ngazidja, il n'y aura pas de miracle pour l'US Mbeni. Le Jaunes du Hamahame sont dorénavant déjà condamnés à évo-

luer en division inférieure la saison prochaine. Son match nul 1-1 de ce samedi à Male n'a pas arrangé son cas. Avec 17 points au classement, l'USM ne pourra en aucun cas remonter la pente à deux journées de

la fin.

Les choses se sont finalement arrangées pour la JACM (8<sup>e</sup>, 24 pts) grâce au goal average particulier. Victorieux face au Petit Harlem (3-1), les mitsudjéens ont sécurisé leur place de premier non relargable. Et ce avant de disputer leur dernier match de la saison contre Volcan Club. Désillusion cependant pour Petit Harlem. Le d'Uropveni échoue après cette défaite à se maintenir dans l'élite. Bouclant ainsi la liste des clubs qui évolueront la saison prochaine en deuxième division.

Boina Houssamdine

La liste des équipes reléguées en D2 :

Mwali : Ckibawe et Juno Club

Ndzuani : FC Ouani, Mrango, Olympique de Missiri et Ziarra Club

Ngazidja : Amical Club (suspendu), Petit Harlem, Twamaya FC et US Mbeni.

## AGRICULTURE

## Lancement d'un projet de transformation des produits de base

Le projet "agriculture de conservation et agro-écologie appliquées au maraîchage améliorant la sécurité alimentaire" est lancé jeudi 29 juillet à M'vouni. Ce projet permettra aux agriculteurs de pratiquer une agriculture professionnelle, orientée vers les besoins des marchés et productive grâce à la mise en place d'une agriculture intensive qui prend en compte l'écologie. Il sera réalisé dans les 3 îles de l'Union des Comores.

La stratégie du PCE 2020-2030 repose sur la transformation structurelle de l'économie, avec pour moteur la création d'emploi des jeunes, l'autosuffisance alimentaire et la transformation de produits de base et l'exportation. C'est pour cela que le projet "agriculture de conservation et agro-écologie appliquées au maraîchage améliorant la sécurité alimentaire" est lancé jeudi 29 juillet à M'vouni. Elle se présente sous la forme d'une facilité de financement à destination des organisations de la société civile pour l'amélioration des revenus de la population rurale en réduisant la dépendance alimentaire vis-à-vis des importations, et le développement d'une activité professionnelle durable, en structurant une offre de services en milieu rural. « La sécurité alimentaire et les questions de

souveraineté alimentaire sont depuis longtemps des préoccupations importantes pour l'Union des Comores. Depuis des années, la part des produits importés dans l'alimentation des comoriens ne fait qu'augmenter », rappelle le représentant du gouverneur de l'île de Ngazidja.

Le projet vise à consolider et créer des activités professionnelles en milieu rural (agriculture, services marchands) et à renforcer les capacités de la société civile et de la Maison de l'emploi. Ainsi l'association 2Mains est parmi les OSC sélectionnées pour mener ce programme de financement en portant le projet « agriculture de conservation et agro-écologie appliquées au maraîchage améliorant la sécurité alimentaire » qui sera réalisé dans les 3 îles de l'Union des Comores (Ngazidja, Ndzuani et Mwali)

Selon lui, les problèmes structurels liés aux difficultés de circulation des biens entre les îles, au marché intérieur peu développé, au marché extérieur difficile d'accès pour nos agriculteurs, difficultés d'accès aux intrants pour nos agriculteurs pousse notre pays à connaître une précarisation certaine des professions liées à l'agriculture. « Nous qui sommes présents ici, sommes au fait de ces difficultés et tenons à prendre part à leur résolution. Nous souhaitons prendre part à la structuration du

secteur primaire comorien. C'est la raison d'être du projet que nous avons déposé au titre du programme facilité emploi », montre-t-il.

« L'association 2Mains se propose ainsi de travailler dans le présent projet avec six groupes d'agriculteurs et agricultrices déjà constitués afin de leur permettre de pratiquer une agriculture professionnelle, orientée vers les

besoins des marchés et productive grâce à la mise en place d'une agriculture intensive qui prend en compte l'écologie. Une agriculture qui, en somme, valorise l'écosystème en se basant sur l'agriculture de conservation et l'agro-écologie », indique celui qui fait partie de l'association. Le projet consistera à dynamiser la productivité de ces groupes dont 2 sur

Ngazidja (Nvouni et Baagani), 2 sur Anjouan (Mremani et Hachipenda) et 2 sur Mohéli (Ouallah 2 et Siriziroudani). Ce projet a vocation à encourager la valorisation des produits locaux et contribuer positivement à la structuration de la filière maraîchère.

Nassuf Ben Amad



## AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute Un (e)Analyste (e) au Programme Environnement – NOB

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de postuler en ligne à partir des liens ci-dessous :

\*Republication du Poste d'Analyste au Programme Environnement du PNUD

\*[https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=38879&hrs\\_jo\\_pst\\_seq=1&rs\\_site\\_id=2](https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=38879&hrs_jo_pst_seq=1&rs_site_id=2)

Date de début de Publication :30 juillet 2021

Date limite dépôt des candidatures :08 Aout 2021

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.
- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.

## CORONAVIRUS :

## Un médecin aux urgences après deux injections de Sinopharm le même jour

*Un médecin de l'hôpital de Santé militaire de Moroni a fini aux urgences d'El-maarouf après avoir reçu, contre sa volonté, deux injections du vaccin chinois Sinopharm le même jour.*

C'est une histoire invraisemblable qui concerne directement un milieu où la précaution et la déontologie sont censées être la règle. Mercredi dernier, un médecin exerçant à l'hôpital de Santé militaire de Moroni a reçu le même jour les deux injections du vaccin Sinopharm contre le coronavirus, pendant que l'intervalle recommandée par l'OMS concernant ce vaccin chinois est de trois à quatre semaines entre la première et la deuxième dose.

Le cauchemar qu'a vécu le jeune médecin Mondoha Maoulida

est loin d'être le fâcheux résultat d'une décision irréflectée de sa part. Il a été contraint. En effet, selon une source médicale, l'intéressé a reçu une première injection à l'hôpital El-maarouf. Mais une fois à la Santé militaire où il exerce, « ses supérieurs hiérarchiques l'ont contraint à se faire vacciner ». Le médecin s'est battu bec et ongles pour raisonner ses collègues, sans succès. Selon des témoins oculaires, il a été retenu « de force par au moins quatre personnes » pour recevoir une autre dose que la Santé militaire considère comme la toute première, car ne reconnaissant pas l'injection de l'hôpital El-maarouf selon toujours notre source. Des affirmations corroborées en tout cas par les deux cartes de vaccinations dont nous sommes procurés copies. Les deux documents d'El-



Deuxième certificat de vaccination de Dr Mondoha Maoulida

maarouf et de la Santé militaire qui portent la même date, le 28 juillet 2021, indiquent chacun que c'est la première dose.

Suite à une température élevée,

l'intéressé s'est rendu aux urgences d'El-maarouf où il a été gardé pendant 24h. « Il est actuellement chez lui. Sa situation était stable [en sortant de l'hôpital] », indique le doc-

teur Djabir Ibrahim, le médecin en chef des services des urgences de l'hôpital El-maarouf. Nous avons essayé de joindre le Dr Naoufal Boina, patron de la Santé militaire, en vain. Nous aurions dû lui demander s'il est vrai il n'a pas voulu reconnaître la première injection, quitte à en « déchirer » l'attestation (la carte de vaccination). Selon un spécialiste de l'OMS Comores, M.Mondoha devra recevoir une autre dose dans trois-quatre semaines « car il s'agit du schéma normal pour atteindre le niveau (taux) voulu d'anticorps qui vont le protéger ». Nous ignorons si l'intéressé va porter plainte ou non, il n'a pas souhaité s'exprimer au moment où nous l'avions contacté.

Andjouza Abouheir

## PÉNURIE DE GASOIL

## Les délestages signent leur retour à Anjouan

*Une pénurie de gasoil bascule à nouveau l'île dans l'intensification des délestages. Depuis la semaine dernière, le programme de Sonelec Anjouan a complètement changé. Et cette dernière vient s'ajouter aux pénuries des autres produits ressenties dans le pays ces derniers mois.*

Depuis mercredi dernier, les usagers du gasoil sont confrontés à une pénurie de gasoil. A Anjouan, la situation est

pareille qu'à Moroni. Pour avoir une goutte de gasoil, il faut passer des heures et des heures à dans les stations service. Selon un agent de la direction régionale de la société comorienne des hydrocarbures, la pénurie peut durer jusqu'au 04 Aout. Dans un communiqué, la direction de Sonelec a annoncé un programme de délestage en fonction de la quantité de gasoil livré.

Sur le Départ2 (Depuis Trenani, Mbouyoujou, Mirontsy, Mutsamudu, Bandrani, Sima jusqu'à

Vouani) de 08h00 à 13h30 puis de 18h00 à 03h00 en maintien du délestage du soir. Le Départ1 (Depuis Trenani, Bazimini, BBO'Mtsanga, Gégé, Domoni, Nioumakélé jusqu'à Pomoni) et le Départ3 (Depuis Trenani, Ouani, Nyatranga, Barakani) de 08h00 à 18h00 puis progressivement de 21h00 à 03h00. « Ce programme se varie 1 jour sur 2 pour les Départs 1 et 3 en fourniture c'est-à-dire de 08h00 à 13h30 puis de 18h00 à 03h00 en maintenant le délestage »,

précise le communiqué. Tout comme Ngazidja, la SONELEC Anjouan a vu son approvisionnement en gasoil réduit. Il est passé de 24 000 litres par jour à 13 000, 5 litres par jour.

La pénurie de gasoil est bien ressentie et ouvre grandement un portail de critiques contre le ministre en charge de l'énergie, Houmed Msaidi. Un taximan célèbre connu sous le pseudo de Chema montre que « Houmed Msaidi est un nul et considéré comme le père de pénu-

ries ». Aujourd'hui, la pénurie en électricité vient s'ajouter à la farine et aux autres produits. Un autre taximan connu sous le nom de Dona témoigne que « la pénurie est provoquée par les stations services. Devant le pompiste, on a vu deux à trois voiture se carburer et à mon tour, on me dit que le stock disponible est réservé aux autorités ». Comprenne qui pourra.

Nabil Jaffar

*Le Projet Intégré de Développement des Chaînes de valeurs et de la Compétitivité (PIDC) est une initiative du Gouvernement Comorien, financé par la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de notre pays. Il a comme but de relever les défis de la transformation structurelle de l'économie comorienne en mettant l'accent sur le développement des chaînes de valeur dans les secteurs agricoles, agroalimentaires, touristiques et secteurs associés comme le transport et les nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que la mise en place de mécanismes de soutien technique et financier aux Micro-Petits et Moyenne Entreprises et entrepreneurs comoriennes.*

Aussi en vue de prévenir tout conflit et atténuer leurs conséquences néfastes, le projet PIDC a élaboré ce « Mécanisme de Dialogue et de Gestion des Plaintes (MDGP) » pour recevoir, traiter et répondre aux réclamations venant de toute personne ou groupe de personnes ayant un lien direct ou indirect avec le projet ou qui est affecté par ses activi-

## GESTION DES RISQUES

## Mécanisme de dialogue et atténuation des risques des violences basées sur le genre

tés. Le MDGP est un système conçu pour répondre aux questions, clarifier les doutes et résoudre les problèmes de mise en œuvre et les plaintes des individus ou groupes affectés par les activités du Projet PIDC.

L'atelier était animé par Naila Ahmed Dahalane, responsable sauvegarde Sociale et Said Mémadi Abdallah, responsable Sauvegarde Environnementale au niveau du projet. Ce système a pour objectifs entre autres d'identifier, éviter, minimiser, gérer, réduire et si besoin prendre en charge des actions et faits ayant des impacts sociaux et humains et environnementaux et qui pourraient affecter le Projet et les actions du Projet, les acteurs, la communauté et de favoriser le règlement social et à l'amiable des plaintes et éviter le mieux que l'on peut faire recours à la justice.

Parmi les avantages attendus, il devrait permettre au projet PIDC d'identifier et traiter rapidement les problèmes existants ou qui risquent de survenir avant qu'ils ne prennent



Vue participants Projet Pidc.

une ampleur difficilement gérable et de créer une relation de confiance entre les agents du ministère, de l'Unité de gestion, des points focaux, des acteurs d'exécution et les populations concernées. Et qui peut faire une suggestion ou une plainte ? Toute personne ou groupe de personnes ayant un lien direct ou indirect avec le projet ou qui sont affectés par les activités du projet peut soumettre une suggestion ou déposer une plainte.

En général, les communautés qui seront les plus affectées par les activités du projet mais aussi les prestataires, les ONGs, les autorités locales et toute autre personne ou groupe de personne concerné par le projet peuvent aussi être impliqués. Par ailleurs, les participants ont validé sous réserve, de prendre en compte les éléments avancés lors des débats, le plan d'action d'atténuation des risques des Violences basées sur le genre (VBG), exploitation & abus

sexuels (EAS) et harcèlement sexuel (HS). En effet, les violences basées sur le Genre constituent une préoccupation majeure à différents niveaux, c'est à ce titre que les projets financés par la Banque Mondiale, accordent une attention particulière à ces questions. L'élaboration de ce Plan d'action entre dans ce cadre.

Mmagaza



Ministère de l'Agriculture,  
De la Pêche et de l'Environnement



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE



PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

Réf. n°2021/008/ MAPE/PIDC/AMI/PFA

« SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN POINT FOCAL À ANJOUAN DU PIDC »

1. Le (PIDC) est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- \* Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- \* Appui direct aux entreprises
- \* Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, pour recruter un point focal à Anjouan pour le compte du PIDC », dont les responsabilités, tâches ainsi que le profil, sont définis dans les présents termes de références.

**2. Objectif global du mandant**

D'une manière générale, il s'agit de mettre à la disposition du projet d'un point focal qualifié et compétent pour contribuer à la mise en œuvre des activités et l'atteinte de ses objectifs à court,

moyen et long terme.

Sous la supervision du Coordonnateur du PIDC et en collaboration étroite avec la Direction Nationale de la Stratégie Agricole et de l'Élevage (DNSAE), le point focal sera responsable des tâches suivantes :

- Faciliter au niveau de l'île, la coordination, le suivi et la communication entre le PIDC et les parties prenantes du projet, en l'occurrence : les bénéficiaires, les institutions publiques et privées etc.
- Collaborer étroitement avec les Directeurs régionaux de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement, ainsi que les Directeurs des CRDE où le PIDC intervient ;
- Organiser des rencontres de concertation périodique avec les parties prenantes du projet ;
- Élaborer le programme mensuel de missions sur le terrain et le soumet à l'approbation du Coordonnateur du PIDC ;
- Participer régulièrement aux travaux de réflexions et d'analyse d'élaboration des TDRs et de validation des documents ;
- Collecter l'information sur l'avancement des activités du PIDC ;
- Assurer la mise en œuvre, le suivi correct des activités du projet et le reporting des données au niveau des CRDE ;
- Sensibiliser et diffuser les informations du projet ;

- Assurer la visibilité des interventions du PIDC dans l'île d'Anjouan ;

**3. Profil et expériences acquises**

Le point focal doit répondre au profil suivant :

- Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures en agroéconomie, en ingénieur en production agricole ou toute autre discipline apparentée ;
  - Avoir des bonnes connaissances en entrepreneuriat et une maîtrise de l'action entrepreneurial de l'île ;
  - Avoir une bonne connaissance du secteur privé en milieu rural ;
  - Avoir une expérience dans les domaines de la gestion des projets, notamment dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage ;
  - Bonne connaissance des problématiques du développement du secteur du tourisme aux Comores etc.
4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le **Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017 et 2018)**. La méthode de sélection est « la sélection du Consultant Individuel (SCI) ».

**5. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :**

• Une lettre de motivation datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet,

• Un curriculum vitae (CV) actualisé, incluant les références de trois (3) personnes pouvant attester les compétences techniques et qualités interpersonnelles du candidat ;

• Les copies des diplômes, attestations de formation et autres documents justifiant la qualification et l'expérience requise du consultant,

• Une photocopie de la carte d'identité nationale en cours de validité.

Peut faire acte de candidature, toute personne de nationalité Comorienne, avec une résidence permanente à Anjouan remplissant les critères.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, **le 09 août 2021 à 17 h 00 (heure locale en Union des Comores)**.

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n°2021/008/MAPE/PIDC/AMI/PFA au secrétaire du PIDC. MAPE, Mdé Ex-CFADER. Email [projetpidc@gmail.com](mailto:projetpidc@gmail.com)

**Lancé, le 26 juillet 2021**



Ministère de l'Agriculture,  
De la Pêche et de l'Environnement



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE



PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

Réf. n°2021/009/ MAPE/PIDC/AMI/PFA

« SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN POINT FOCAL À MOHÉLI DU PIDC »

1. Le (PIDC) est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- \* Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- \* Appui direct aux entreprises
- \* Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, pour recruter un point focal à Mohéli pour le compte du PIDC », dont les responsabilités, tâches ainsi que le profil, sont définis dans les présents termes de références.

**2. Objectif global du mandant**

D'une manière générale, il s'agit de mettre à la disposition du projet d'un point focal qualifié et compétent pour contribuer à la mise en œuvre des activités et l'atteinte de ses objectifs à court,

moyen et long terme.

Sous la supervision du Coordonnateur du PIDC et en collaboration étroite avec la Direction Nationale de la Stratégie Agricole et de l'Élevage (DNSAE), le point focal sera responsable des tâches suivantes :

- Faciliter au niveau de l'île, la coordination, le suivi et la communication entre le PIDC et les parties prenantes du projet, en l'occurrence : les bénéficiaires, les institutions publiques et privées etc.
- Collaborer étroitement avec les Directeurs régionaux de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement, ainsi que les Directeurs des CRDE où le PIDC intervient ;
- Organiser des rencontres de concertation périodique avec les parties prenantes du projet ;
- Élaborer le programme mensuel de missions sur le terrain et le soumet à l'approbation du Coordonnateur du PIDC ;
- Participer régulièrement aux travaux de réflexions et d'analyse d'élaboration des TDRs et de validation des documents ;
- Collecter l'information sur l'avancement des activités du PIDC ;
- Assurer la mise en œuvre, le suivi correct des activités du projet et le reporting des données au niveau des CRDE ;
- Sensibiliser et diffuser les informations du projet ;

- Assurer la visibilité des interventions du PIDC dans l'île de Mohéli ;

**3. Profil et expériences acquises**

Le point focal doit répondre au profil suivant :

- Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures en agroéconomie, en ingénieur en production agricole ou toute autre discipline apparentée ;
  - Avoir des bonnes connaissances en entrepreneuriat et une maîtrise de l'action entrepreneurial de l'île ;
  - Avoir une bonne connaissance du secteur privé en milieu rural ;
  - Avoir une expérience dans les domaines de la gestion des projets, notamment dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage ;
  - Bonne connaissance des problématiques du développement du secteur du tourisme aux Comores etc.
4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le **Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017 et 2018)**. La méthode de sélection est « la sélection du Consultant Individuel (SCI) ».

**5. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :**

• Une lettre de motivation datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet,

• Un curriculum vitae (CV) actualisé, incluant les références de trois (3) personnes pouvant attester les compétences techniques et qualités interpersonnelles du candidat ;

• Les copies des diplômes, attestations de formation et autres documents justifiant la qualification et l'expérience requise du consultant,

• Une photocopie de la carte d'identité nationale en cours de validité.

Peut faire acte de candidature, toute personne de nationalité Comorienne, avec une résidence permanente à Mohéli remplissant les critères.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, **le 09 août 2021 à 17 h 00 (heure locale en Union des Comores)**.

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n°2021/009/MAPE/PIDC/AMI/PFA au secrétaire du PIDC. MAPE, Mdé Ex-CFADER. Email [projetpidc@gmail.com](mailto:projetpidc@gmail.com)

**Lancé, le 26 juillet 2021**

## JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LA TRAITE DES PERSONNES

## " L'heure est à la vigilance "

Dans le cadre du projet « amélioration des capacités de référencement et de prise en charge des cas de traite des personnes aux Comores et à Maurice », le ministère de l'intérieur avec les institutions et l'organisation pour la migration (OIM) ont célébré la journée mondiale de la lutte contre la traite des personnes. L'accent a été mis sur la prudence du monde des réseaux sociaux.



Journée contre la traite des personnes.

C'est sous le thème « éliminer le travail des enfants dans le monde » que la journée mondiale de la lutte contre la traite des personnes a été célébrée vendredi 30 juillet dernier. Le pays ne fait pas exception. C'est dans une salle bien remplie d'étudiants à l'IFERE que cette cérémonie a été organisée et a vu la présence de la première dame du pays, de la gouverneure de l'île de Ngazidja, et des membres du gouvernement et de l'université des Comores, etc.

Dans son allocution, le coordinateur résident du SNU, François Batalingaya a expliqué que le rapport mondial de 2020

du SNU contre les drogues et le crime sur la traite des personnes qui a porté sur 148 pays estime qu'entre 2016 et 2019, plus de 40 million de personnes ont été victimes d'esclavage moderne dans le monde. « Les trafiquants profitent des conditions précaires de leur victimes pour les recruter et les exploiter. Le rapport nous alerte que les recruteurs utilisent de plus en plus la technologie de l'information et de la communication notam-

ment internet pour faciliter le recrutement et l'exploitation des personnes », confie-t-il avant de rappeler aux jeunes que le danger est imminent, et que l'heure est à la prudence et à la vigilance.

Quant au ministre de l'intérieur Mohamed Daoudou, il a indiqué que le pays dispose aujourd'hui des lois permettant de lutter contre cette forme de violence qui touche des populations vulnérables, les femmes et

les enfants. « Le gouvernement a pris des mesures pour renforcer la prévention et la lutte contre ce phénomène et de traduire les auteurs en justice notamment la signature de Palerme, la lettre d'engagement du gouvernement sur la lutte contre la traite des personnes exprimant clairement notre volonté à s'engager dans cette lutte », souligne-t-il.

Andjouza Abouheir

La Gazette des Comores  
Fondateur et Directeur général

Saïd Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Saïd Omar

Rédacteur en chef

Mohamed Youssouf

Secrétaire de rédaction

Toufè Maecha

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Andjouza Abouheir

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Riwad

Raanti Aboubakar (Stagiaire)

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Hadidja Abdou

Photographe / Site Web

Mohamed Saïd Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45



## PERSONAL SERVICES CONTRACTOR (PSC)VACANCY ANNOUNCEMENT

**OPEN TO:** All Interested Candidates

**POSITION:** Peace Corps Medical Officer

**OPENING DATE:** July 15th, 2021

**CLOSING DATE:** August 8th, 2021

**WORK HOURS:** Monday - Thursday 7h30-17h30, Fridays 7h30-11h30, and as needed

**SALARY RANGE:** USD \$35,000-\$40,000 per year

The United States Peace Corps seeks a Medical Doctor or Nurse Practitioner to serve as a contracted Peace Corps Medical Officer (PCMO) based in Moroni, Comoros. The PCMO will provide health care to U.S. Peace Corps Volunteers in Comoros and will work under the supervision of the Peace Corps Country Director in Moroni and the Peace Corps Office of Medical Services in Washington DC.

The full position submission requirements including compulsory forms are available upon request by sending an email to [PCcomoros@peacecorps.gov](mailto:PCcomoros@peacecorps.gov). All applications should be submitted electronically and in English to [PCcomoros@peacecorps.gov](mailto:PCcomoros@peacecorps.gov) with "PCMO-Comoros" in the subject line by 11:59pm Sunday, August 8th, 2021.



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Avis de vacance n°

**Titre fonctionnel:** Consultant national – Revue du secteur de l'élevage Comores

**Unité administrative:** FRCOI

**Date de publication:**

**Date limite de dépôt des candidatures:** 05 août 2021

**Type d'emploi:** PSA.NAT

**Durée:** 20 jours WAE

**Lieu d'affectation:** Antananarivo

*La FAO s'attache à assurer la diversité – parité hommes-femmes, répartition géographique équilibrée et diversité linguistique – parmi son personnel et les consultants internationaux qu'elle emploie, afin de servir au mieux les États Membres dans toutes les régions.*

**Les femmes et les ressortissants d'États Membres non représentés ou sous-représentés possédant les qualifications requises sont encouragés à présenter leur candidature.**

**Les personnes handicapées sont également encouragées à présenter leur candidature.**

**Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.**

#### Cadre organisationnel

En Afrique Australe, le sous-secteur de l'élevage se développe plus rapidement que la plupart des composantes de l'économie agricole. Ce phénomène s'explique principalement par la croissance démographique rapide de la région, qui devrait doubler la population actuelle de la SADC d'ici 2055. À cela s'ajoutent l'urbanisation, l'amélioration des revenus et la croissance de la classe moyenne, qui se tourne de plus en plus vers la consommation d'aliments d'origine animale riches en nutriments. Si la tendance actuelle se poursuit, la consommation d'aliments d'origine animale triplera et, dans certains cas, sera multipliée par quatre d'ici 2050. Le développement durable du secteur de l'élevage est donc indispensable pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique Australe.

En plus de son rôle de source de protéines de haute qualité et de minéraux et vitamines biodisponibles, le secteur de l'élevage contribue de manière significative au PIB agricole de nombreux pays d'Afrique Australe. Ainsi, la contribution de l'élevage au PIB agricole atteint les 80 % au Botswana, 70 % en Namibie et 42 % en Zambie. Le secteur contribue à la production végétale sous forme de traction et de fumier et sert de couverture en cas de sécheresse et d'autres situations d'urgence. Malgré tous ces avantages pour le développement socio-économique et le potentiel de croissance supplémentaire, le secteur de l'élevage est confronté à plusieurs défis. L'une des principales contraintes qui freinent son plein développement est l'investissement public et privé limité.

Ces dernières années, plusieurs pays d'Afrique Australe élaborent ou affinent leurs plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) en tenant compte de leurs priorités en matière de développement agricole et rural et de leurs engagements à atteindre les objectifs du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) renouvelés dans la déclaration de Malabo (sommet de l'UA en juin 2014 à Malabo, Guinée Equatoriale). L'un des principaux objectifs du PDDAA/de la déclaration de Malabo est de garantir l'affectation de 10 % des dépenses publiques au secteur agricole. Par conséquent, les PNIA reflètent la décision des gouvernements sur ce qui est jugé prioritaire dans le secteur agricole et le montant de l'investissement que chacun d'eux recevra. Malheureusement, le programme de développement de l'élevage est soit absent, soit moins important dans ce document clé de planification nationale. Étant donné que le secteur ne figure pas parmi les priorités du PNIA, son inclusion dans le cadre de programmation par pays (CPP), un accord entre les pays et la FAO, ainsi que dans le Bilan Commun de Pays (BCP) de la stratégie de partenariat du pays avec l'Equipe de Pays des Nations Unies (UNCT) en vue de la réalisation de l'Agenda 2030 et des

Objectifs de Développement Durable (ODD), n'est pas assurée, avec une forte probabilité de perdre également le soutien du financement de la coopération internationale.

La disponibilité d'informations précises et ponctuelles est essentielle pour la planification des PNIA, des CPP et des BCP. Il est donc nécessaire de disposer de données actuelles et fiables sur l'élevage et d'informations permettant d'élucider son rôle dans les économies nationales et les moyens de subsistance de la population, ainsi que son potentiel et ses lacunes. Une meilleure compréhension du potentiel et des défis du sous-secteur de l'élevage dans les pays d'Afrique australe permettra une meilleure planification et prise de décision. Peu de pays d'Afrique australe ont élaboré leur PNIA entre 2015 et 2020. Certains le préparent maintenant pour la première fois. En 2021, la FAO aide des pays comme l'Angola, l'eSwatini, le Lesotho, le Mozambique et la Namibie à finaliser leur PNIA. Par ailleurs, l'actuel programme régional de développement de l'élevage de la SADC expirera à la fin de 2021. Par conséquent, la collecte d'informations précises et actuelles sur le potentiel et les défis du secteur de l'élevage, le rôle que ce dernier joue dans le développement socio-économique ainsi que les domaines prioritaires d'investissement, permettra de fournir les données nécessaires à la planification et à la prise de décision dans les PNIA et de guider la programmation de la prochaine génération du programme régional de développement de l'élevage. C'est l'objectif principal du projet intitulé Appui à l'intégration de l'élevage dans les plans nationaux d'investissement agricole et autres documents clés dans les pays de la SADC (TCP/SFS/3806).

#### Position hiérarchique

Sous la supervision générale du Représentant de la FAO dans le pays et sous la supervision directe du Responsable du Développement de l'Élevage du SFS, le consultant travaillera en étroite collaboration avec le Bureau de la FAO au niveau national, le ministère en charge de la production et de la santé animale et les différents acteurs de l'industrie de l'élevage pour rassembler et compiler des informations sur le secteur de l'élevage.

L'objectif général de la mission est de rassembler des informations actualisées, précises et complètes sur la situation actuelle du secteur de l'élevage, les défis auxquels il est confronté et son potentiel, dans le but ultime de produire le profil d'élevage du pays. L'annexe 1 présente le plan détaillé des domaines à couvrir lors de la collecte d'informations. Le consultant définira les sources de données et la méthodologie à suivre. Le rapport provisoire sera partagé avec les parties prenantes avant une réunion de validation.

#### Tâches et responsabilités

- Préparer un plan d'action sur la manière d'a-

border la tâche avec des activités claires et des jalons pour les réaliser.

- Recueillir des données sur l'état actuel du secteur de l'élevage dans le pays, avec les défis et les opportunités rencontrés.
- Analyser les données collectées et préparer un projet de profil d'élevage national en indiquant les domaines prioritaires d'investissement selon le schéma fourni.
- Soumettre à la FAO le projet de profil d'élevage national pour commentaires et approbation.
- Partager le projet de profil d'élevage national approuvé avec les autorités nationales et les autres parties prenantes du secteur de l'élevage pour commentaires et contributions supplémentaires.
- Présenter le projet de profil national lors de l'atelier national de validation et recueillir les commentaires, suggestions et contributions supplémentaires.
- Intégrer les commentaires recueillis lors de l'atelier de validation et produire et soumettre la version finale du profil national d'élevage.

#### Resultats Attendus

- Préparer un plan d'action de la tâche avec une liste et une chronologie des activités, des approches, des méthodologies et des étapes pour discussion et approbation ;
- Rassembler les données requises pour la tâche, analyser et produire la première version du profil national de l'élevage ;
- Diffuser le projet de profil d'élevage national aux parties prenantes du secteur de l'élevage ;
- Présenter le projet de profil d'élevage national lors d'un atelier de validation ;
- Intégrer les commentaires, les suggestions et les données supplémentaires recueillies au cours de l'atelier de validation et produire la version finale du profil national d'élevage.

#### LES CANDIDATURES SERONT EXAMINÉES EN REGARD DES CRITÈRES SUIVANTS:

##### Conditions minimales à remplir

- Diplôme universitaire supérieur en sciences vétérinaires ou animales, économie agricole et domaines connexes ;
- Au moins 10 ans d'expérience à un poste de direction au niveau national, travaillant directement dans le secteur de l'élevage,
- Expérience de la planification ou de la gestion du secteur de l'élevage au niveau national,
- Maîtrise de l'anglais parlé et écrit
- Nationalité comorienne ou résident dans le pays avec un permis de travail régulier.

##### Compétences de base exigées par la FAO

- Attention portée aux résultats
- Avoir l'esprit d'équipe
- Sens de la communication
- Établissement de relations constructives
- Partage des connaissances et amélioration continue

#### Aptitudes techniques/fonctionnelles

- Expérience de la réflexion et de l'examen stratégiques du secteur de l'élevage dans le cadre du dispositif agricole national ;
- Expérience dans l'identification de facteurs déterminants de l'allocation et de l'utilisation du budget au niveau national ;
- Excellentes compétences en matière de planification, d'organisation et de facilitation de réunions/ateliers.
- Expérience pertinente en matière de politique nationale en rapport avec le PDDAA et la déclaration de Malabo.
- Excellentes compétences en matière de rédaction de rapports
- Solides compétences interpersonnelles en matière de négociation avec les parties prenantes du secteur de l'élevage.
- Maîtrise de l'informatique avec une bonne connaissance pratique des programmes standards de Microsoft Office.

Prière de noter que tous les candidats doivent adhérer aux valeurs de la FAO – engagement envers l'Organisation, respect de chacun, intégrité et transparence.

#### R E N S E I G N E M E N T S COMPLÉMENTAIRES

- La FAO ne perçoit de frais à aucun stade du recrutement (dépôt de candidature, entretien, traitement du dossier).
- Les dossiers de candidature incomplets ne seront pas examinés. Pour toute question ou demande d'aide, s'adresser à: [Careers@fao.org](mailto:Careers@fao.org)
- Les candidatures reçues après la date de clôture de l'avis ne seront pas acceptées.
- Seuls les diplômes d'aptitude linguistique délivrés par des prestataires externes reconnus par les Nations Unies et/ou les résultats des examens officiels de la FAO (examens d'aptitude linguistique de niveaux B et C et test de recrutement linguistique) seront acceptés comme attestation du niveau de connaissance des langues indiquées dans le formulaire de candidature en ligne.
- Pour d'autres questions, veuillez consulter la page web Emploi à la FAO: <http://www.fao.org/employment/home/fr/>

#### COMMENT POSTULER

Pour présenter votre candidature, veuillez remplir le formulaire en ligne sur le site web de la FAO consacré au recrutement, Jobs at FAO. Les dossiers de candidature incomplets ne seront pas examinés. Seules les candidatures reçues par l'intermédiaire du portail de recrutement seront prises en considération.

Les candidats sont encouragés à enregistrer leur candidature en prévoyant un délai largement suffisant avant la date limite.

Pour obtenir de l'aide, écrire à: [Careers@fao.org](mailto:Careers@fao.org).

**LA FAO EST UN ESPACE NON FUMEUR.**